



# ÉLECTIONS PROVINCIALES 2014

**Le 5 mars dernier, la première ministre Pauline Marois a déclenché des élections, Les Québécois seront appelés à choisir un nouveau gouvernement le 7 avril.**

Pour le Comité logement, il s'agit d'une excellente opportunité pour rappeler aux candidats et candidates qu'au Québec il y a 479 775 ménages locataires qui consacrent plus que la norme de 30 % de leur revenu au loyer et que parmi ceux-ci, 227 875 y engloutissent plus de la moitié.

C'est, également, l'occasion de rappeler aux politiciens et politiciennes que non seulement le logement social répond aux besoins des mal-logés, mais qu'il contribue aussi à lutter contre la pauvreté. *Ca prend 50 000 logements sociaux en cinq ans.* Comme le souligne Marie-José Corriveau du FRAPRU « ce n'est pas à coup de 3000 à 3250 nouveaux logements sociaux par année qu'on va répondre aux besoins ».

## La place du logement social dans la campagne actuelle.

Le PQ promet 15 000 logements «abordables» dans les 5 prochaines années. Le logement abordable ce n'est pas nécessairement du logement social. Le problème est que le concept d'abordabilité est très élastique. Ce qui est abordable pour certains ne l'est pas nécessairement pour d'autres. Si le PQ est réélu, le CLRS et le FRAPRU auront du travail à faire pour s'assurer que le logement abordable le soit pour les moins nantis de notre société.

Le 24 mars, par un frisquet soir de printemps, 30 membres du Comité logement rive-sud ont interpellés Philippe Couillard, chef du Parti libéral, lors d'une activité à La Prairie. À cette occasion il s'est engagé à faire autant de logements sociaux que ce qui est promis par le Parti Québécois, soit 15 000 en 5 ans.

Plus tôt dans la campagne, le mardi 11 mars, nos amis de l'Association des locataires de Sherbrooke ont pu rencontrer le chef du Parti libéral du Québec (PLQ), qui était en visite à Sherbrooke. *Suite page 8.*



## MOBILISATION

### Alternative fiscale : Taxer les banques

**Dimanche, le 9 février 36 membres et militants du Comité logement Rive-Sud ont marché avec le FRAPRU dans les rues de Montréal.** Nous y étions, pour exiger que le prochain budget du gouvernement québécois annonce le financement de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans afin de répondre plus convenablement aux problèmes grandissants de logement et d'itinérance.



Nous étions plus de 400 personnes issus de différentes régions du Québec qui manifestaient pour faire passer notre message. Nous nous sommes arrêtés devant les grandes banques sur notre parcours afin de faire comprendre que le gouvernement du Québec aurait les moyens de financer la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux s'il acceptait, notamment, de réinstaurer la taxe sur le capital et de mettre fin aux privilèges fiscaux qui ne profitent qu'aux mieux nantis et aux grandes entreprises.

### Hey Justin! À quand tes engagements pour le logement social?

**Le 20 février dernier, ce sont une trentaine de membres et militants du Comité logement Rive-Sud qui ont manifestés bruyamment devant le Palais des congrès à Montréal.** Le Comité logement voulait clairement faire entendre son impatience à avoir des engagements clairs de la part de PLC en matière de logement social.

Exaspéré par le laisser-aller du gouvernement Conservateur en place en matière de logement social, le Comité logement Rive-Sud s'est joint au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) pour manifester aux portes du congrès du Parti libéral du Canada, juste avant le discours d'ouverture de son chef, Justin Trudeau. Nous avons réclamé que le parti libéral s'engage à faire mieux que les conservateurs dans la plate-forme qu'il présentera lors des élections générales de l'automne 2015.

Le FRAPRU a également déployé une bannière géante interpellant directement, Justin Trudeau. Les 150 personnes présentes se sont notamment fait bruyamment entendre, à grands coups de casseroles, de sifflets, trompettes et de poêles à frire. Il semblerait même que quelques personnes ont aussi pénétré à l'intérieur du Palais des congrès pour mieux faire entendre notre message.



## MOBILISATION



*« Voilà la grande tâche humaniste et historique des opprimés: se libérer eux-mêmes et libérer leurs oppresseurs. Ceux qui oppriment, exploitent et exercent la violence ne peuvent trouver dans l'exercice de leur pouvoir la force de libérer les opprimés et de se libérer eux-mêmes. Seul le pouvoir qui naît de la faiblesse sera suffisamment fort pour libérer les deux. »*

*Paolo Freire*

### Manif du 3 avril :

**Le jeudi 3 avril, le Comité logement Rive-Sud se joindra à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) lors d'une manifestation pour dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement québécois.**

Les membres du Comité logement y seront en grand nombre pour dénoncer : les coupures dans l'aide sociale, la tarification et taxation du système de santé, la hausse des tarifs d'électricité, la hausse des frais de scolarité, les coupures en surveillance et en protection environnementale, les attaques visant à briser les syndicats, .

Ce sont toutes des mesures d'austérité qui ont des conséquences directes sur la vie des personnes les plus défavorisées. Les gouvernements font ces choix politiques et pourtant, il y a des alternatives plus juste. Par exemple, le gouvernement pourrait instaurer 10 paliers d'impositions pour revenir à une distribution des impôts plus égalitaire. Cette

mesure permettrait au gouvernement de récupérer un milliard de dollars tout en baissant les impôts pour 87 % des gens. Une autre mesure serait de rétablir une taxe sur le capital, cette mesure permettrait au gouvernement de récupérer 600 millions de dollars des banques et des entreprises qui font des profits records pendant qu'on demande aux autres contribuables de se serrer la ceinture.



## GAUCHE DROIT ET AUSTÉRITÉ

**En cette période d'élections provinciales, il est important de bien se renseigner avant de voter.**

**Le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec a produit un document d'éducation populaire pour nous aider à faire un choix réfléchi lors des élections du 7 avril 2014. En voici quelques exemples.**

En période électorale nous entendons souvent parler de gauche et de droite, mais qu'est-ce que cela signifie concrètement? «La gauche est associée aux valeurs liées à l'égalité, à la solidarité, à la justice sociale et au bien commun. Elle défend des changements en faveur des moins nantis. Sur le plan économique, la gauche pense que la richesse doit être mieux redistribuée. «La droite est associée aux valeurs plus traditionnelles, à la valeur du mérite ». La droite est également associée à une valorisation du marché et aux coupures dans les programmes gouvernementaux, souvent au détriment des politiques sociales venant en aide aux plus démunis.

Dernièrement, on a souvent parlé d'austérité. L'austérité fait référence au fait que certains partis politiques veulent «couper dans les programmes sociaux, hausser les tarifs dans les services publics (ex. hausser les tarifs d'Hydro-Québec) et augmenter ou instaurer de nouvelles taxes. »

Pour le Comité logement Rive-Sud les politiques d'austé-

rité proposées par le Parti Québécois (PQ), le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition avenir Québec (CAQ) ont pour but d'aider leurs amis et de faire porter un fardeau encore plus grand aux personnes les plus démunies de notre société. Selon un prix Nobel d'économie, les politiques d'austérité sont une des principales causes de l'accroissement des inégalités sociales. Même les institutions qui ont fait la promotion de l'austérité sont obligées aujourd'hui d'admettre leur erreur. En effet, le Fonds monétaire internationale (FMI), publiait dernièrement une

étude qui démontre que trop d'austérité nuit à la croissance économique et au contraire les sociétés qui redistribuent de la richesse connaissent des croissances économiques plus durables.

Vous avez sans doute remarqué que la plupart des politiciens et politiciennes parlent de la nation, d'économie et de la dette nationale. Mais ils

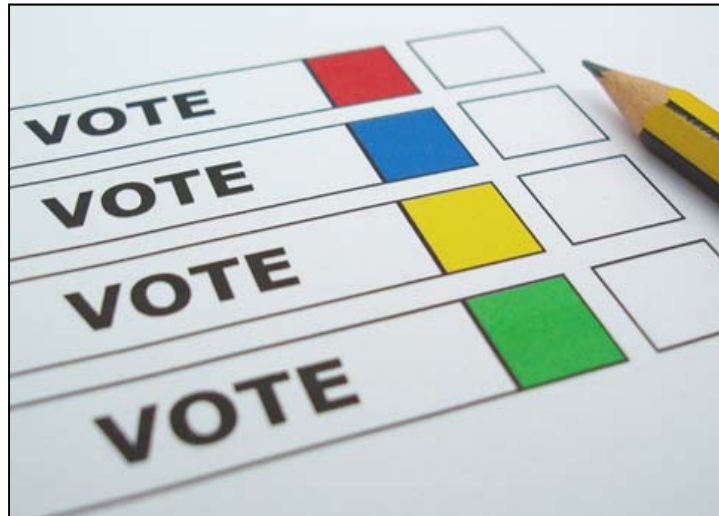
ne parlent presque jamais de lutte à la pauvreté, d'environnement, de logements sociaux, etc.

Au Comité logement Rive-Sud nous pensons qu'il est de notre devoir que de parler de ces enjeux et d'interpeler les candidats sur ces sujets. Nous continuerons donc d'être actifs tout au long de la campagne pour nous assurer que ces sujets soient abordés.

Source :

<http://www.mepacq.qc.ca/elections-provinciales/>

<http://affaires.lapresse.ca/economie/international/201402/26/01-4742810-redistribuer-les-richesses-ne-serait-pas-nuisible-a-leconomie.php>



# PLACE AU MEMBRES

## Un mot de Nancy Mikula

Premièrement, j'ai décidé de m'impliquer au Comité logement Rive-Sud comme membre parce que, pour une fois, un organisme de ma région se préoccupait d'enjeux importants. Sur la Rive-Sud les besoins en logement sont très grands, la plupart des logements sont trop chers alors

que d'autres sont insalubres.



Pour moi, c'était agréable de voir que le Comité logement ne se limitait pas à la défense des droits des locataires. J'ai été surprise

du nombre élevé de sujets reliés aux logements qui sont revendiqués par le Comité et sur lesquels j'étais d'accord. Oui des condos y'en a trop, oui les loyers sont trop chers, les Villes ne font pas grand-chose contre les logements insalubres et le manque de logement. Sur ces enjeux je voulais faire ma part.

Depuis maintenant 2 ans je siège sur le conseil d'administration du Comité parce que j'avais envie d'en faire plus. C'est sûr qu'au début je ne comprenais pas tous les termes utilisés, OSBL, HLM, SHQ, j'avoue que c'était pas mal mélangeant. Mais j'apprends vite et surtout j'aime ça.

L'aspect qui m'intéresse le plus est le développement des logements sociaux. On a vraiment l'impression que les choses bougent même si souvent c'est long. J'aime voir et comprendre l'évolution des projets de logements. Ça me permet de constater que le Comité logement c'est pas juste du bla-bla, c'est de l'action. Savoir qu'il y a un peu de moi dans ces projets de logements ça me rend fière.

## Comité Mobilisation

Le Comité logement Rive-Sud est fier de vous annoncer que le Comité mobilisation est à nouveau opérationnel. Depuis deux ans le Comité mob n'était plus très actif, sauf pour la préparation occasionnelle de lunches pour nos actions.

Le Comité mob est une équipe, composée de militants et d'employés du Comité logement, dont le but est de soutenir l'équipe de travail dans l'organisation d'actions et d'évènement du Comité logement et dans le recrutement de nouveaux membres. Les taches du comité sont :

- Communiquer avec les membres pour les mobiliser dans le cadre des diverses campagnes du CLRS;
- Faire les lunches pour les militants et les militantes qui participent aux activités du CLRS;
- Confectionner du matériel promotionnel à utiliser lors de nos actions (pancartes, affiches, tracts, etc.);
- Distribuer le matériel promotionnel auprès des locataires et groupes concernés.
- Faciliter l'intégration des nouveaux membres au Comité logement;
- Effectuer plusieurs tâches lors des activités (placer les salles, décoration, etc.);

L'équipe du Comité mob s'est réunie à quelques reprises et nous en récoltons déjà les fruits de son implication. Par exemple, dans la préparation de la fête de Noël et dans la confection de pancarte. Beaucoup de défis attendent le Comité logement Rive-Sud et heureusement le Comité mob sera là pour l'appuyer.

## UN MOT DU DÉVELOPPEMENT

### La Petite Prairie : de nouveaux logements sociaux à La Prairie

**Enfin! Après des années de labeur, la Ville de La Prairie aura seize nouveaux logements sociaux sur son territoire cet automne.** Nous vous annonçons en grande primeur que le chantier visant à rénover le 320 Conrad-Pelletier se mettra en branle dès le mois de mai ou juin. Trois mois plus tard, l'organisme les Habitations la Petite Prairie, avec la participation financière de la Société d'Habitation du Québec (SHQ) et de la Ville de La Prairie, aura apporté environ 40 000 \$ de rénovation par logement. Ainsi, un immeuble rajeuni permettra d'accueillir ses locataires et d'offrir un cadre de vie stimulant, inspirant et à la portée de tous.

Cela dit, des efforts considérables ont été nécessaires pour en arriver là. Le logement social se fait rare à La Prairie et l'implantation de nouveaux projets en ce sens nécessite beaucoup de travail. Doit-on rappeler que la construction de logements sociaux ne règle pas tous les problèmes, mais elle est une réponse nécessaire à la pauvreté et à la précarité des familles et des individus à faible ou moyen revenu. La formule dépasse la simple charité et vise la prise en charge collective et individuelle.

Maintenant, s'il y a peu de logements sociaux à La Prairie, ce n'est pas pour une question d'argent. Voyons ce que dit la Communauté métropolitaine de Montréal à ce sujet : « *En assurant un partage équitable du financement du logement social et abordable à l'échelle métropolitaine, la Communauté métropolitaine de Montréal joue un rôle unique au Canada. En effet, depuis 2001, toutes les municipalités membres de la Communauté participent, selon leur potentiel fiscal respectif, au financement de la contribution municipale versée dans le cadre des programmes d'Habitations à loyer modique (HLM), de Sup-*

*plément au loyer (PSL) ainsi que les programmes soutenant la construction de projets gérés par des coopératives d'habitation ou des organismes à but non lucratif (OBNL) qu'elles aient ou non de telles unités de logement sur leur territoire »*

En effet, la contribution de la Ville sera remboursée par la CMM. Bref, la Ville de La Prairie n'aura pas à dépenser d'argent neuf pour ce projet. Ce qui nous fait parfois dire que c'est un manque de volonté des élus de la CMM de ne



pas appuyer les projets issus de la communauté de leurs villes respectives. C'est pour cette raison que le Comité logement Rive-Sud travaille avec constance et détermination pour que le plus grand nombre de projets de logements sociaux voient le jour. De plus, l'implication des membres du Comité autant pour nos activités de mobilisation qu'auprès de leur municipalité fait une grande différence. Nous vous remercions de votre soutien, il y a un petit peu de vous dans chaque projet.

*J'ai connu des paysages - Et des soleils merveilleux - Au cours de lointains voyages - Tout là-bas sous d'autres ciels - Mais combien je leur préfère - Mon ciel bleu mon horizon - Ma grande route et ma rivière - Ma petite prairie, ma maison.*

**Adapté de DouceFrance – Charles Trenet**

## ACTUALITÉ

### Une politique en itinérance :

Le 27 février dernier, le gouvernement du Québec dévoilait sa politique en itinérance. Il s'agit d'une première dans l'histoire du Québec et selon François Saillant du FRAPRU c'est le signe que le gouvernement prend conscience de l'ampleur du problème. Cette politique a été favorablement accueillie par les acteurs du milieu de l'itinérance. Le Réseau solidarité itinérance du Québec (RSIQ) considère qu'il s'agit d'un « gain majeur » et y voit un « un levier efficace pour prévenir et contrer l'itinérance au Québec ». Il s'agit de l'aboutissement de travail acharné qui a débuté avec l'organisation en 2005 des « états généraux sur l'itinérance ».

Cette politique est une victoire pour le mouvement communautaire puisque c'est suite aux pressions faites par les groupes que Le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec développe « un cadre de référence sur la question de l'itinérance ». Ce cadre de référence sera suivi



d'une commission de la santé et des services sociaux sur l'itinérance en 2008 et en 2010 le gouvernement adoptera le plan d'action interministériel en itinérance. Aujourd'hui le gouvernement adopte une politique en itinérance dont les axes prioritaires sont le logement, la santé et les services sociaux, le revenu, l'éducation, l'insertion sociale et

l'insertion socioprofessionnelle, la cohabitation sociale ainsi que les enjeux liés à la judiciarisation.



S'il faut se réjouir de l'existence d'une telle politique, il faut toutefois rester vigilant. Dans le passé de telles politiques sont devenues des coquilles vides qui n'ont servis qu'à donner bonne conscience aux décideurs. Cette politique devra être accompagnée d'un plan d'action et d'investissements ambitieux si le gouvernement Québécois désire vraiment s'attaquer au phénomène de l'itinérance au Québec.

Source : <http://www.rsiq.org/images/Fichiers/RSIQCPReactionPolitiquenationaleenitinérance.pdf>

### Actions à venir:

*3 avril: Manifestation de l'ASSÉ.*

*9 avril: Assemblée générale Roussillon*

*16 avril: Assemblée générale Longueuil*

## ACTUALITÉ

### Hausse des frais d'électricité

Bon an mal an les frais d'Hydro-Québec augmentent de 1 % par année, cette année les tarifs d'Hydro-Québec augmenteront de 4,3 pour cent. Hydro-Québec prévoit toucher 418 millions de dollars de revenus additionnels avec cette hausse. Malheureusement, ce sont encore les contribuables qui font les frais des choix politiques et économiques des gouvernements.



En effets, cette hausse touchera tout le monde indépendamment de leurs revenus. Les locataires dont l'électricité n'est pas incluse dans le

baïl verront, bien sûr, leurs factures augmenter et les

autres auront droit à des augmentations de loyer équivalentes. Le plus inquiétant est que cette hausse pénalisera d'avantages les ménages à faibles revenus qui ont déjà de

la difficulté à joindre les deux bouts. Selon Véronique Laflamme la porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services, « Ce ne sont pas des mesures régressives comme la tarification d'un service essentiel qui doivent permettre d'atteindre l'équilibre budgétaire, mais

bien une fiscalité progressive où tout le monde contribue à la hauteur de ses moyens ».

### Suite de la page 1. Élection provinciale 2014.

M. Couillard disait être préoccupé par la question du logement, mais en raison du déficit économique, il était difficile de prendre des engagements sur la question du logement social. Nos collègues de Sherbrooke lui ont rappelé qu'avec des mesures fiscales augmentant les revenus de l'État, il pourrait éviter les coupures et ainsi investir dans le logement social.

Lors de la campagne électorale de 2012, la Coalition avenir Québec (CAQ) n'avait pas abordé la question du logement social et ce n'est pas différent cette année. Si La CAQ recule sur certaines de leur plus importantes promesse de 2012 (augmentation du salaire des ensei-

gnants) prétextant la situation économique du Québec, il ne faut pas s'attendre à beaucoup pour le logement social.

Québec Solidaire (QS) est le seul parti politique qui s'est engagé à mettre assez d'argent dans le programme Accès logis pour réaliser les 50 000 logements sociaux en cinq ans que revendique le FRAPRU. Cependant, selon les sondages QS n'est pas sur point d'être porté au pouvoir.

Tout le long de la Campagne électorale le Comité logement sera lui aussi en campagne pour le logement social et pour rappeler aux candidats et candidates que le logement est un droit.